

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

Rodez, le 16/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAS SOLEVIAL / VdR**

ZI

Avenue des Gravasses  
12200 Villefranche-de-Rouergue

Code AIOT : 0006803659

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement SAS SOLEVIAL / VdR implanté ZI Avenue des Gravasses 12200 Villefranche-de-Rouergue. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS SOLEVIAL / VdR
- ZI Avenue des Gravasses 12200 Villefranche-de-Rouergue
- Code AIOT : 0006803659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SOLEVIAL de Villefranche de Rouergue (environ 30 salariés) est un producteur d'alimentation animale soumis à la directive IED pour la rubrique 3642. Le site regroupe les activités suivantes :

- production d'aliments composés conventionnels sous forme de granulés, vermicelles, miettes, farines conditionnées en sac (10%) ou pour des livraisons en vrac (90%).
- distribution via le stockage et la revente de produits conditionnés.

Le site dispose de 32 cellules bétons et 10 cellules métalliques pour le stockage de céréales, de tourteaux ou autres matières premières déshydratées.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention du risque incendie dans les silos

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Transfert des grains	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 8.3.13	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Conditions d'ensilage	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 8.3.12	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Culture de sécurité	AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2	Sans objet
2	Maintenance	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.4.5	Sans objet
3	Conditions de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 8.3.11	Sans objet
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.3.3	Sans objet
7	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.2	Sans objet
8	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 2 non-conformités à l'arrêté d'autorisation du 20/12/2006 :

- l'absence de capteurs de départ de bandes sur certains élévateurs à godets ;
- l'absence de contrôle en humidité, à réception, des matières premières autres que les céréales et l'absence de contrôle périodique des températures (par sondes thermométriques) des produits susceptibles de fermenter.

Ces non-conformités font l'objet d'une proposition de mise en demeure auprès de Monsieur le Préfet de l'Aveyron. Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Culture de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel (ATEX)
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux atmosphères explosives (ATEX).
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de formation détaillé pour tous les personnels du site. La formation ATEX fait partie du cycle de formation tout comme les formations incendie, sécurité, etc.

L'inspection constate que les opérateurs ont bien suivi, avant leur prise de poste, une formation ATEX dont les supports ont été présentés à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.</p> <p>Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.</p> <p>Article 7.4.5.1. Contenu du permis de travail, de feu</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les motivations ayant conduit à sa délivrance,</li> <li>- la durée de validité,</li> <li>- la nature des dangers,</li> <li>- le type de matériel pouvant être utilisé,</li> <li>- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,</li> <li>- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux (...).</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Toutes les interventions par points chauds font l'objet d'un permis de feu délivré par le représentant du chef d'entreprise, personne dûment habilitée. Ce permis de feu comprend la nature des travaux à effectuer, la durée de validité des travaux, les risques particuliers (poussières, gaz...), les mesures de prévention, les moyens de protection contre les projections ainsi que les moyens d'alarme et d'intervention. Ce permis est signé par le représentant du chef d'entreprise et l'exécutant <i>"qui s'engage à prendre toutes les mesures de sécurité pour éviter la naissance et la propagation d'un incendie"</i>.</p> <p>Le permis de feu fait clairement apparaître les instructions impératives de sécurité, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avant le début ou la reprise de travail : vérification du matériel utilisé et des systèmes de protection, dégagement de tout matériel combustible ou inflammable, présence de moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie à proximité, etc. Le permis de feu est alors signé et affiché en salle de commande.</li> <li>- après le travail : remise en service des systèmes automatiques (détection, extinction) préalablement neutralisés, inspection du lieu de travail et des environs, maintien d'une surveillance rigoureuse pendant les 2 heures suivant la fin des travaux. En cas d'impossibilité, il est précisé que le travail par point chaud devra cesser 3 heures avant la fin d'activité générale de l'établissement et que des rondes devront être effectuées.</li> </ul> <p>Par sondage, l'inspection a constaté que les permis de feu étaient correctement renseignés.</p> <p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant envisagerait de mettre en place un contrôle par caméra thermique lors des 2 heures de surveillance post-travaux.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Conditions de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 8.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Emission de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) La marche des transporteurs et élévateurs est asservie à la marche des systèmes d'aspiration ou de dépoussiérage.
<b>Constats :</b> Pour les silos disposant d'un système d'aspiration (silos béton), la marche des équipements de manutention (transporteurs à chaîne, élévateurs à godets, tapis à courroie situés au-dessus du silo sous l'aspiration) est asservie à la marche des systèmes d'aspiration. Toute défaillance du système d'aspiration entraîne donc l'arrêt systématique de ces équipements avec un report de défaut au local de fabrication. A noter que pour les silos non équipés d'un système d'aspiration (présence d'évents), tout dysfonctionnement des systèmes d'aspiration de poussières au niveau des fosses de réception génère un report de défaut au local de fabrication.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Transfert des grains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 8.3.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de transfert des grains
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les élévateurs, transporteurs ou moteurs sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement. Ils sont asservis au fonctionnement de l'installation et doivent être reliés à une alarme sonore et visuelle. Les transporteurs à courroies, transporteurs à bandes, élévateurs, etc. doivent être munis de capteurs de déport de bandes. Ces capteurs doivent arrêter l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. De plus, les transporteurs doivent être munis de contrôleurs de rotation (...).
<b>Constats :</b> Les transporteurs à chaîne et moteurs sont équipés de détecteurs de bourrage et de contrôleurs d'intensité. Tous les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. En cas de dysfonctionnement, l'information est transmise sur le tableau synoptique où apparaît un signal visuel. Ces systèmes sont asservis au fonctionnement de l'installation. En revanche, l'exploitant indique que le site ne dispose que d'un seul élévateur (E01) équipé de détecteurs de déport de bandes pour le transfert des grains.
<b>Observations :</b> L'exploitant explique qu'un plan d'actions a été engagé pour installer des détecteurs de déport de bandes sur les élévateurs concernés (transfert de grains). Au total, cette opération reviendrait à équiper les 6 élévateurs suivants : E0, E1, E2, E03, E3 et E4. L'exploitant indique que ces dispositifs seront installés d'ici fin juin 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 5 : Conditions d'ensilage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 8.3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et conditions de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation. La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques. Le relevé des températures doit être périodique avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. Les produits ayant subi une déshydratation doivent être contrôlés en humidité avant déchargement dans la fosse de réception de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.
<b>Constats :</b> L'exploitant estime que le risque de fermentation n'est pas présent sur le site en raison d'une rotation importante des stocks de marchandises (environ 1 à 12 jours selon leur nature) et d'un contrôle du taux d'humidité des matières premières (céréales) à leur réception. L'exploitant réalise un contrôle systématique des céréales avant le déchargement dans les fosses de réception. La procédure consiste à mesurer les paramètres suivants : température, taux d'humidité et poids spécifique. Les céréales présentant un taux d'humidité supérieur à 15.5% sont refusées. En revanche, l'inspection relève que : <ul style="list-style-type: none"><li>- les matières premières autres que les céréales (tourteaux et autres matières premières déshydratées) ne sont pas contrôlées en humidité à leur réception ;</li><li>- pour les produits susceptibles de fermenter : aucun contrôle en température par sondes thermométriques et aucun relevé périodique des températures n'est effectué.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme de contrôle (APAVE) qui transmet : <ul style="list-style-type: none"><li>- le rapport complet de vérification périodique ;</li><li>- le certificat Q18 ;</li><li>- le compte-rendu de contrôle par thermographie infrarouge (Q19).</li></ul> Par courriel du 11/10/2023, l'exploitant a transmis les derniers rapports de vérification en date du 19/10/2022 suite aux contrôles menés par l'APAVE les 17 et 18/10/2022. Ces 3 rapports (bâtiment magasin 2, bureaux ADV et ensemble de l'établissement) font état de 7 observations. Les 3 certificats Q18 concluent en l'absence de risques d'incendie ou d'explosion. Le compte rendu Q19 fait état de 2 anomalies.

En cas d'anomalies, l'exploitant met systématiquement en place des actions correctives qui sont tracées dans la GMAO.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les extincteurs et RIA sont contrôlés annuellement par la société SICLI. Par courriel du 11/10/2023, l'exploitant a transmis les 2 rapports d'intervention datés de septembre 2022 : - Pour les extincteurs, le rapport font état de 79 extincteurs en bon état et d'un seul inutilisable ; - Concernant les RIA, le rapport fait état de 6 RIA en bon état et d'un RIA présentant un endommagement de la vanne d'isolement. En cas d'anomalies, l'exploitant met en place des actions correctives qui sont tracées dans le registre de sécurité (via la GMAO). Par sondage, l'inspecteur constate que les vérifications annuelles de ces extincteurs sont respectées (dernière vérification en septembre 2023).
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection les derniers contrôles d'intervention réalisés fin 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un Plan Défense Incendie (mis à jour en mai 2023) détaillant l'ensemble des consignes de sécurité, moyens de secours, plans, fiches réflexes, etc. A noter qu'un exercice d'évacuation incendie se tient une fois par an. En plus du PDI, l'exploitant a transmis le plan 'Etablissement Répertoire' provenant du SDIS (mis à jour en mars 2023) qui cible les risques relatifs aux silos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet